



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Discours de la Présidente de la Confédération Simonetta Sommaruga

« Assumons nos responsabilités »

**Message vidéo pour le débat général de la 75^e
Assemblée générale des Nations Unies**

23 septembre 2020

Monsieur le Président de l'Assemblée générale,
Monsieur le Secrétaire-général des Nations Unies,
Mesdames et messieurs les Chefs d'Etat et de gouvernement,
Excellences,
Mesdames et messieurs,

Il est des moments qui marquent de leur empreinte des générations entières. La fondation de l'organisation des Nations Unies il y a septante-cinq ans a été un tel moment. Pour cela, nous devons être reconnaissants à nos parents.

Pouvons-nous néanmoins aujourd'hui nous permettre un regard critique sur l'ONU ?
– Oui, nous le pouvons ... Nous le devons même.

En effet, septante-cinq ans plus tard, il y a toujours des guerres, plus de réfugiés et de déplacés que jamais, une crise climatique pour l'heure sans solution, des millions d'êtres humains souffrant de la faim, et l'égalité entre les hommes et les femmes qui n'est pas réalisée.

Nous pourrions critiquer l'ONU pour cela – mais au fond, quand nous parlons de « l'ONU », de qui parlons-nous ? – Nous parlons en fait de nous-mêmes, car l'ONU, c'est ses Etats-membres. Et ceux-ci font souvent obstacle au travail de l'ONU. Ils bloquent des décisions ou refusent de les mettre en œuvre, ils torpillent des résolutions et en violent les principes.

Cela affaiblit l'ONU. Et par là-même, cela nous affaiblit nous tous. Si nous voulons une ONU forte, alors nous devons, nous les Etats-membres, soutenir avec force l'Organisation et poursuivre ensemble ses objectifs. Car les objectifs de l'ONU sont *nos* objectifs.

Mesdames et messieurs,

Nous vivons dans une époque marquée par des tensions géopolitiques. Nombre d'Etats sont aussi de plus en plus polarisés dans leurs affaires intérieures.

Plus que jamais, l'ONU est indispensable pour la promotion de la paix et de la sécurité dans le monde. Elle incarne la cause des droits de l'homme, celle du développement durable ainsi que celle d'un monde réglé par le droit. Nous serions donc bien avisés de poursuivre ensemble les objectifs de l'ONU car ils nous profitent à tous et nous renforcent.

Mon pays est fier de contribuer à la réalisation des objectifs de l'ONU, même si cela n'est pas toujours aisé. Traduire en politique nationale les objectifs que nous nous sommes par exemple fixés dans le domaine climatique ou en matière d'égalité des sexes est difficile. Mais c'est pour cela que nous tous, hommes et femmes politiques, sommes élus : pour offrir à nos populations respectives et à l'humanité en général une vie décente dans la liberté et la sécurité.

Mon pays plaide aussi pour un ordre international réglé par le droit. Nous nous engageons pour le droit international humanitaire et la prévention des conflits, et offrons nos bons offices là où ils sont souhaités. Mon pays est prêt à assumer encore davantage de responsabilités et c'est pour cela que la Suisse est, pour la première fois, candidate à un siège non-permanent au Conseil de sécurité pour la période 2023-2024.

Bien évidemment, la Suisse appuie sans réserve l'appel du Secrétaire-général à un cessez-le-feu mondial. Mais au-delà d'un tel appel, que faire ?

Nous devons investir encore davantage dans la prévention des conflits. Ici aussi, les droits humains doivent demeurer au centre de notre action. La « Genève internationale » contribue en ce sens également à la prévention des conflits, en accueillant par exemple le Conseil des droits de l'homme ou le Secrétariat du traité sur le commerce des armes.

En poursuivant les pires crimes, la Cour pénale internationale contribue à mettre en œuvre le droit international humanitaire. Nous confirmons ici notre soutien à la Cour pénale internationale en tant que partie intégrante d'un ordre international réglé par le droit. Afin de faciliter des échanges sur les meilleures façons de respecter ces normes humanitaires, la Suisse a été un des premiers pays à publier un rapport volontaire sur leur mise en œuvre nationale. Mon pays serait heureux de faire des émules.

S'il est juste de tenter de prévenir les conflits et de s'efforcer d'en atténuer les pires conséquences humanitaires, il est aussi crucial de résoudre durablement les conflits en cours. En tant que capitale de la paix, la « Genève internationale » y contribue en offrant un cadre qui permet le dialogue pour les parties au conflit.

La politique de paix suisse s'appuie sur des éléments fondamentaux de la culture politique de mon pays, tels que le partage du pouvoir, l'ouverture au dialogue, la tolérance et la prise en compte des intérêts de chacun. La Suisse entend encore renforcer à l'avenir ses capacités et son expertise de médiation et de facilitation pour venir en aide à celles et ceux qui souhaitent, par la voie du dialogue, mettre fin à des conflits.

Mesdames et messieurs,

Si la « Genève internationale » contribue à la paix et à la sécurité dans le monde, elle est aussi le siège de l'Organisation mondiale de la santé qui a joué un rôle si crucial depuis le déclenchement de la pandémie de COVID-19.

La crise sanitaire actuelle a provoqué des souffrances indicibles de par le monde. Ce sont les plus vulnérables qui ont été les plus durement touchés : l'enfant dans un camp de déplacés bondé ; la mère seule qui a perdu son emploi ; le jeune dont les perspectives professionnelles ont été anéanties ; ou encore les personnes âgées et les malades qui sont particulièrement exposés.

Mon pays s'efforce de faire face à cette pandémie au mieux.

Dans ce processus de lutte contre la pandémie, l'Organisation mondiale de la santé joue un rôle central. En tant qu'Etat-hôte de l'OMS et d'autres organisations internationales dans le domaine de la santé, la Suisse s'engage pour qu'elles puissent agir efficacement. Pour cela, l'OMS doit pouvoir disposer de ressources suffisantes et du soutien de nous tous pour mener à bien ses réformes. Est-il juste d'exiger autant de cette organisation alors que celle-ci dépend à 80% de contributions volontaires ?

Au-delà de la nécessaire lutte contre l'actuelle pandémie, il nous appartient aussi dès à présent de penser au monde qui émergera de cette crise et qui ne saurait entièrement être celui d'hier. Si toute crise est une souffrance, c'est aussi un moment de changement qui permet de se réinventer.

Réinventons-nous donc en gardant à l'esprit les objectifs que nous nous sommes fixés à nous-mêmes lors de la création de l'ONU il y a septante-cinq ans.

Mesdames et messieurs,

Il est des moments qui marquent de leur empreinte des générations entières. Dans de tels moments, des actions décidées et courageuses sont requises. Cela est vrai aujourd'hui. Du point de vue de mon pays, les tâches les plus urgentes sont la mise en œuvre de l'Agenda 2030 pour le développement durable ainsi que de l'Accord de Paris, et un engagement accru en faveur de la paix.

C'est à nous, représentants politiques de nos pays respectifs, qu'appartient la responsabilité de prendre les bonnes décisions pour le bien de notre humanité commune et de notre planète. Assumons cette responsabilité.

Renforçons la capacité d'action de l'ONU et assurons-nous que les décisions que nous prenons aujourd'hui fassent la fierté des générations de demain.



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Speech by the President of the Swiss Confederation

Simonetta Sommaruga

«Let us assume our responsibilities»

**Video message for the general debate of the
75th session of the United Nations General Assembly**

23 September 2020

Unofficial translation

Mr President of the General Assembly,
Mr Secretary-General,
Distinguished Heads of State and government,
Excellencies,
Ladies and gentlemen,

There are moments that leave their mark for generations. The founding of the United Nations seventy-five years ago was one such moment. For this, we can be grateful to our parents.

Are we nevertheless permitted to take a critical look at the UN today? – Yes, we are... We even have to.

In fact, seventy-five years on and there are still wars, there are more refugees and displaced people than ever before, there is a climate crisis currently without a solution, millions are going hungry and we haven't achieved gender equality.

We could criticise the UN for this – but who are we really talking about, when we blame “the UN”? We are in fact talking about ourselves, because the UN is its Member States. And it is often Member States that stand in the way of the UN's work. They block decisions or refuse to implement them, undermine resolutions or flout their principles.

This weakens the UN. And it weakens all of us, too. If we want a strong UN, then we – Member States – must strongly support the organisation and work together to pursue its objectives. Because the goals of the UN are *our* goals.

Ladies and gentlemen,

We live in an era marked by geopolitical tensions. Many States are also increasingly polarised in their internal affairs.

More than ever, the UN is indispensable for the promotion of peace and security in the world. It embodies the causes of human rights, sustainable development and a world governed by the rule of law. We would do well to work together to achieve the goals of the UN because they benefit all of us and they make us stronger.

My country is proud to contribute to the achievement of the UN's goals, even if it is not always easy. It is difficult to translate the goals we have set ourselves – on climate or gender equality for example – into national policy. But that is why all of us politicians are elected: to offer our respective populations and humanity as a whole a decent life in freedom and security.

My country also advocates for an international order regulated by the rule of law. We are committed to international humanitarian law and to the prevention of conflicts, and we provide good offices wherever they are desired. My country is prepared to take on more responsibilities, which is why for the first time, Switzerland is a candidate for a non-permanent seat on the Security Council for the period 2023–2024.

Switzerland of course wholeheartedly supports the Secretary General's appeal for a global ceasefire. But beyond such an appeal, is there anything else we can do?

We must put even more effort into preventing conflicts. Here too, human rights must remain at the centre of our action. “International Geneva” also contributes to conflict prevention, for example by hosting the Human Rights Council and the Arms Trade Treaty Secretariat.

By prosecuting the worst crimes, the International Criminal Court is contributing to uphold international humanitarian law. We reaffirm here our support for the International Criminal Court as an integral part of a rules-based international order. To facilitate debate on the best ways to adhere to these humanitarian norms, Switzerland was one of the first countries to publish a voluntary report on its national implementation. My country would welcome it if other countries followed.

While it is right to try to prevent conflicts and to seek to mitigate their worst humanitarian consequences, it is also crucial to find lasting solutions to the conflicts that are ongoing. As the capital of peace, “International Geneva” contributes to this by providing a space for dialogue between the parties to a conflict.

Switzerland's peace policy draws on essential characteristics of my country's political culture, such as power-sharing, openness to dialogue, tolerance and consideration of

everyone's interests. In the future, Switzerland intends to further step up its capacities and expertise in mediation and facilitation in order to support those who wish to end conflicts through dialogue.

Ladies and gentlemen,

While “International Geneva” contributes to peace and security in the world, it is also the seat of the World Health Organization, which has played such a crucial role since the onset of the COVID-19 pandemic.

The current health crisis has caused untold suffering in the world. The most vulnerable have been hit hardest: the child in the overcrowded displacement camp; the single mother who has lost her job; the young adult whose job prospects have been destroyed; or elderly people and the sick, who are particularly at risk.

My country is coping with this pandemic as best it can.

The World Health Organization plays a central part in fighting the pandemic. As host state of the WHO and other international health organisations, Switzerland is committed to ensuring that they can take effective action. For this to happen, the WHO must have sufficient resources and the support of all of us to carry out its reforms. Is it fair to demand so much from this organisation when 80% of its funding comes from voluntary contributions?

Beyond the necessary fight against the current pandemic, we must think now about the world that will emerge from this crisis and that cannot entirely be yesterday's. If every crisis is a suffering, it is also a moment of change that allows us to reinvent ourselves.

So let's reinvent ourselves, keeping in mind the goals we set for ourselves when the UN was created seventy-five years ago.

Ladies and gentlemen,

There are moments that leave their mark for generations. Such moments require decisive and courageous action. This is true today. From my country's perspective, the most urgent tasks are to implement the 2030 Agenda for Sustainable Development and the Paris Agreement, and to step up our efforts for peace.

It is up to us – the political representatives of our countries – to take the right decisions for the good of our fellow human beings and our planet. Let us assume this responsibility.

Let us strengthen the UN's capacity to act, and ensure that the decisions we make today will be a source of pride for generations of tomorrow.